



Vers la refondation concertée du ministère de la culture, porteur d'émancipation, de justice et de rassemblement

L'élection présidentielle du 6 mai 2012 est venue confirmer le besoin de tourner la page d'un quinquennat marqué par l'arbitraire, la captation du pouvoir, les injustices, l'augmentation des inégalités et le recours permanent aux divisions et stigmatisations.

L'élection d'un nouveau Président de la République porte également la volonté d'une majorité de nos concitoyens de rompre avec des politiques libérales vouées à l'échec et qui, partout en Europe, conduisent les peuples dans l'impasse du chômage et de la misère.

L'austérité imposée en France comme chez nos voisins mène tout droit à la récession économique, à la régression sociale et pour finir au retour en force des extrêmes droites et de toutes leurs thèses abjectes et destructrices.

Le changement dans les urnes appelle maintenant à un changement dans les faits. Or, cela passe nécessairement par la prise en compte et la satisfaction de revendications sociales fondamentales, en particulier au travers du développement des services publics sur l'ensemble du territoire.

Pour ce qui nous concerne, nous devons réaffirmer l'exigence d'un service public de la culture et d'un ministère de la culture résolument consacrés à l'émergence d'une société de progrès, émancipée, rassemblée, plus juste et plus démocratique. Nous voulons également réaffirmer l'exigence d'un ministère de la culture favorisant la revalorisation du travail, de son contenu et de sa finalité.

Seules les luttes exemplaires des personnels, leur sens des responsabilités et leur attachement profond à leur travail ont permis de maintenir ce ministère à flot en dépit d'attaques inédites à ce jour.

Le ministère de la culture sort cependant très affaibli de ces cinq années terribles de RGPP. Il est affaibli dans ses missions, dans ses structures administratives. Il connaît aussi une situation de l'emploi insupportable et des conditions de travail très abîmées.

Cette situation dégradée ne peut souffrir de demi-mesures et encore moins d'un redécoupage administratif hasardeux.

Très rapidement les nouveaux dirigeants vont donc devoir donner les signes concrets d'une réelle ambition pour la culture et d'une refondation du ministère de la culture largement concertée. Si des évolutions sont aujourd'hui indispensables, il est pour autant primordial, surtout dans un contexte international difficile, de maintenir un ministère de la culture de plein exercice.

Le développement de notre ministère et de la culture dans son ensemble suppose naturellement des efforts budgétaires importants permettant de conforter les grandes missions historiques et de bâtir un autre avenir.

Les questions de l'emploi, du travail et du respect des agents seront de façon incontournable au cœur de ce nouveau souffle tant attendu. Par conséquent, nous réitérons, notamment, notre revendication d'une conférence nationale sur l'emploi au ministère de la culture et sur l'emploi culturel devant se tenir avant l'été.

D'autres rendez-vous tout aussi légitimes et urgents sont à la une de l'agenda social : salaires, pouvoir d'achat, services publics, protection sociale... C'est pourquoi avec toute la CGT, nous appelons les salariés dans l'unité et le rassemblement à se mobiliser, à s'organiser pour prendre tous ensemble un grand virage social.

Paris, le 14 mai 2012